

A Gauche

PAR YVES SALESSE

En juin 2002, Yves Salesse a fait part de ses « propositions politiques pour une gauche de gauche » aux différentes organisations de la gauche française. Nous publions ci-dessous de larges extraits de ce long texte essentiel.

L'élection présidentielle en France a constitué un séisme politique et annoncé une zone de turbulences. Après les élections législatives, les dirigeants des partis dominants et nombre de commentateurs tentent de le faire oublier. [...] Au-delà de la riposte immédiate aux coups que la droite revenue et organisationnellement unifiée va porter, nous devons recomposer la gauche. Cela exige des signes immédiats et un travail de fond sur les pratiques et les contenus :

- ▶ *rénover la démocratie,*
- ▶ *changer les rapports entre partis politiques et organisations du mouvement social,*
- ▶ *faire apparaître une force politique de gauche antilibérale,*
- ▶ *s'organiser au niveau européen et international,*
- ▶ *faire émerger des réponses alternatives à la mondialisation libérale et un projet de transformation sociale.*

▶ **rénover la démocratie**

La crise actuelle est aussi celle de la représentation politique. Les institutions de la Ve République, dans lesquelles le PS s'est niché avec tant de volupté, doivent être remises en cause.

Pour autant, présenter la réforme des institutions comme la question centrale ne permet pas de répondre à la situation.

Ce n'est pas parce qu'elle désapprouve les institutions qu'une part significative des milieux populaires s'abstient ou vote à l'extrême droite. Les organisations politiques, mais aussi syndicales et associatives doivent remettre en cause leur mode traditionnel d'intervention et de fonctionnement. Rénover la démocratie, c'est d'abord chercher toutes les manières possibles d'associer les citoyens et les étrangers qui n'ont pas le droit de vote à la prise des décisions. [...]

▶ **changer les rapports entre partis politiques et organisations du mouvement social**

La question suivante n'est pas étrangère à celle qui précède, mais s'en distingue nettement. C'est la nécessité de modifier les rapports entre ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement social et les forces politiques qui ne veulent pas être autistes à son égard. Sur ce sujet nous devons discuter aussi clairement que possible les différentes orientations possibles.

Il semble désormais acquis que mouvement social et forces politiques n'agissent pas dans des champs séparés, n'ont pas de terrains réservés. **La vieille conception qui entendait réserver aux partis l'intervention générale sur la société a vécu.** Organisations syndicales, associations diverses ont à se préoccuper de tous les problèmes. Se préoccuper veut dire en discuter de leur point de vue et éventuellement agir. Mais la fin de la séparation des champs ne doit pas signifier celle de la différence des fonctions. **La tentation de substituer « le mouvement social » aux partis politiques serait une impasse.**

D'abord parce que l'état actuel des organisations du mouvement social, associations et même syndicats, ne leur permet pas de se prétendre plus représentatives que les partis. Surtout, parce que les organisations du mouvement social dont nous parlons ici exercent une fonction particulière indispensable et qui doit donc être préservée. [...] Assumer les fonctions politiques les conduirait en revanche à dissoudre cette activité particulière dans une action générale, où la défense des intérêts spécifiques dont elles ont la charge serait inévitablement relativisée. Cela desservirait évidemment les sans-logis, les sans-papiers, les chômeurs. L'expérience des mouvements féministes nous rappelle que les organisations généralistes les mieux intentionnées sont bien rétives à prendre en charge des questions nouvelles, même essentielles. Il y a eu beau jeu de railler l'obsession féministe. Nous y avons appris néanmoins que les organisations de ce type, débusquant inlassablement une question, sont indispensables. [...]

Les partis politiques ont une fonction différente. Elle est d'agir en proposant une perspective d'ensemble, donc en allant plus loin dans la résolution des contradictions qui existent nécessairement dans la société, y compris dans le camp des opprimés et des exploités. Pas plus que la substitution du mouvement social aux organisations politiques, la solution ne peut être, par une inversion de la « courroie de transmission », le parti porte-parole des mouvements sociaux. Parce qu'un programme politique n'est pas l'addition de revendications spécifiques et que rien ne garantit la cohérence de ces revendications entre elles. Le parti politique doit être un lieu où sont réfléchies [dans les deux sens du terme] ces contradictions, où s'opère une plus grande prise de distance par rapport aux intérêts particuliers.

Dans cette conception de l'unicité du champ mais des fonctions différentes, la bonne articulation entre partis de gauche et organisations du mouvement social devrait être la réflexion et l'action communes, dans le respect des fonctions. [...] Pour faire cela, nous ne partons pas de rien. Des organisations comme la Fondation Copernic ont été créées à cette fin, pour être de tels lieux de rencontre dégagés des nécessités tactiques immédiates et des rivalités organisationnelles. Il est intéressant de constater que ce sont les partis qui sont le moins investis dans les groupes de réflexion. [...] Construire un nouveau type de rapport entre partis et organisations du mouvement social suppose au contraire de systématiser ce type de lieu et d'élargir le travail qui s'y fait.

La situation exige en outre que soit donné rapidement un signe au niveau politique. **Tenir des forums, ouvrir des débats, ne suffit pas à ouvrir une perspective.**

► **faire apparaître une force politique de gauche antilibérale**

Rénover la gauche dans son ensemble est un objectif juste. Il serait toutefois naïf et suicidaire de faire comme si les courants qui la composent ne se distinguaient que par des degrés de pugnacité face aux firmes transnationales et à la mondialisation libérale. La gauche est aujourd'hui dominée par un courant politique qui s'est diffusé au PS, dans le mouvement syndical et associatif : le social-libéralisme. La rénover exige l'affirmation d'une nouvelle perspective et d'une force politique de gauche antilibérale pour la porter. [...]

En France, nous savons que ceux qui n'ont pas renoncé, qui luttent contre la marchandisation du monde, sont des centaines de milliers. Mais dispersés entre plusieurs organisations politiques ou, satisfaits d'aucune d'elles, militant dans la myriade des syndicats et des associations. Ces forces pèsent sur le terrain social par leur action quotidienne diversifiée et, exceptionnellement, parviennent à se faire entendre sur la scène politique. Elles sont incapables d'y peser durablement. Comment faire ?

On ne construira pas une nouvelle organisation politique à côté de celles qui existent déjà, en les contournant. L'expérience a été tentée cent fois. [...] Une autre perspective irréaliste serait de vouloir unir toutes ces forces dans une même organisation. Les différences d'histoire, de culture et les divergences politiques sont trop fortes. **Pourtant, l'unité d'action ponctuelle, déjà pratiquée en maintes occasions, n'est pas une réponse suffisante.**

Si on ne peut fusionner ces forces, il faut en organiser la convergence. Cela suppose que soit affiché clairement l'objectif : nous travaillons à l'édification d'une force politique de la gauche antilibérale. Celle-ci n'existera pas par l'adoption d'une déclaration commune hâtive. Nous la construirons dans la pratique et l'élaboration communes.

Quelle forme cela peut-il prendre ? Celle d'une coordination souple où toutes les forces politiques parties prenantes, échantent leur analyse de la situation, décident des sujets sur lesquelles elles veulent agir ensemble, élaborent sérieusement leur réponse commune. **Ce travail commun ne doit pas camoufler les divergences, mais il doit pousser le plus loin possible la recherche de ce que l'on peut dire et faire ensemble.** Alors que, par tradition, le débat politique approfondit les désaccords et cultive les différences, il faut apprendre à approfondir les plages d'accord. Et sur cette base mener ensemble des campagnes politiques prolongées. Pas l'unité d'action le temps d'une manifestation ou deux. Des campagnes en profondeur, destinées à changer les choses. La convergence sera ainsi construite et non proclamée. [...] Ainsi se dessinera une force nouvelle, dont la viabilité sera testée en pratique, sans préjuger des formes éventuellement plus poussées de regroupement à venir.

Afin de lui donner toute sa portée au signal ainsi lancé, cette coordination devra être nommée : « À gauche » par exemple. « À gauche », où se retrouveront pour la réflexion et l'action ceux qui le voudront.

Est-ce impraticable ? Si l'on examine le passé récent, on voit se dessiner un arc politique assez stable.

- ***les 35 heures sans les concessions faites au patronat,***
- ***les sans-papiers,***
- ***le droit de vote des étrangers,***
- ***la défense des retraites par répartition contre les fonds de pension,***
- ***celle des services publics contre les libéralisations européennes et les privatisations,***
- ***la réaction à la refondation sociale version Medef,***
- ***la nécessité de mesures contre les licenciements boursiers,***
- ***pour l'Europe sociale,***
- ***pour l'augmentation des minimas sociaux,***
- ***pour de nouveaux rapports Nord-Sud***

voilà des thèmes qui ne sont pas marginaux. On a vu, sur chacun d'eux des prises de positions convergentes allant de la gauche du PS à la LCR, en passant par les Verts, le PCF, les Alternatifs, c'est-à-dire les courants politiques présents dans Copernic. À ceux-là s'ajoutent de très nombreux groupes politiques locaux qui pèsent significativement dans la vie municipale, cherchant déjà à leur niveau la coordination proposée nationalement et qui pourraient s'y joindre.

► s'organiser au niveau européen et international

« À gauche » mènerait ses campagnes propres, ou en appui aux mobilisations du mouvement social, qui pourraient déboucher y compris sur des batailles dans les conseils municipaux, aux parlements national et européen. Elle aurait, dans sa diversité, une force suffisante pour lancer un autre signe majeur de changement : oeuvrer à la construction d'une coordination politique européenne de la gauche antilibérale. La question européenne est incontournable. Face aux dégâts de l'Europe libérale, le mouvement syndical d'abord, cheminots, métallurgistes, chauffeurs routiers, puis les associations, marches européennes contre le chômage, Attac et d'autres ont commencé à s'organiser. **L'absence d'un répondant politique consistant se fait cruellement sentir et laisse le Parlement européen sous la coupe du duopole des droites européennes et des partis socialistes, dont les conceptions européennes sont, en pratique, peu éloignées.**

► faire émerger des réponses alternatives à la mondialisation libérale et un projet de transformation sociale

La coordination de l'action sur des questions délimitées doit s'accompagner d'un travail commun sur le projet de transformation sociale. [...] C'est indispensable pour combattre le doute profond sur la possibilité de faire autre chose qui ne soit pas pire. [...] Dans *Réformes et révolution*, j'ai proposé une trame possible pour un tel projet : sur l'urgence sociale, la démocratie, l'État, les services publics et l'appropriation sociale, l'Europe et la mondialisation. Force est de constater que, pour l'instant, les partis politiques de la gauche non libérale ne se sont pas véritablement saisis de ce débat de fond. Il est pourtant incontournable et doit être rapidement mis à l'ordre du jour. La succession des initiatives et des prises de positions sectorielles ne peut le remplacer.

La coordination que je propose aurait de nombreux avantages. Elle permet aux organisations existantes de poursuivre leur activité, de valoriser l'acquis qu'elles estiment porter. Aux groupes locaux, elle offre un cadre national qu'ils cherchent souvent. Enfin, ceux qui ne sont pas adhérents d'un groupe politique et se connaissent, par l'activité associative ou syndicale, peuvent constituer localement un tel groupe qui adhère à la coordination. Elle peut être mise en place dans les villes ou les régions sans attendre un accord national.

« À gauche » ne pourra voir le jour sans l'implication de forces politiques nationales sur lesquelles repose une responsabilité considérable. [...] Aucune d'elle ne peut prétendre être le centre de la recomposition politique. Aucune, avec entre 1 % et 3 % des électeurs inscrits (parce que raisonner en % des votes exprimés n'a plus de sens avec un tel niveau d'abstention), n'a la légitimité d'une telle prétention. Si elles en restaient à l'actuelle dispersion, elles seraient comptables de la perpétuation d'une gauche politique dominée par le social-libéralisme, incapable de répondre aux besoins de la société et des milieux populaires en souffrance, voie ouverte à l'aventure de la droite extrême et de l'extrême droite.

Toutes, séparément, ne pèsent guère. Les différences existantes n'empêchent pas la mise en place du cadre commun proposé. Il constituerait une vraie force d'attraction. L'enjeu est considérable. Il y a urgence.

Yves Salsesse est membre du Conseil d'État et président de la Fondation Copernic.